et d'améliorer la santé publique; faire des enquêtes et des recherches sur la santé publique. Pour exécuter ce travail les divisions suivantes ont été organisées dans la Section de la santé:—

Lutte contre la cécité	Hygiène alimentaire
Hygiène maternelle et infantile	Spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés
Santé des fonctionnaires fédéraux	Génie sanitaire
Hygiène dentaire	Quarantaine, service médical de l'immigration et traitement des marins malades
Epidémiologie	Lutte antivénéérienne
Laboratoire des aliments et drogues	Réclame et étiquetage
Plans d'hôpitaux	Laboratoire d'hygiène
Hygiène industrielle	Lutte antituberculeuse
Laboratoire d'hygiène industrielle	
Hygiène mentale	
Bureau des stupéfiants	

Le 1er novembre 1945, la responsabilité en ce qui concerne la santé des Indiens et des Esquimaux est passée du Ministère des Mines et Ressources au Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Le surintendant de la Division des services d'hygiène des Indiens dirige ce travail.

En 1945, un *Directorat des études sur l'assurance-maladie* a été établi dans la Section de la santé pour étudier les facilités existantes et les besoins futurs dans le domaine des services médical, hospitalier, dentaire et celui des soins et pour étudier les diverses méthodes économiques de fournir ces services, y compris l'assurance-maladie.

Programme national d'aptitude physique.*—Ce programme relève maintenant de la Section du bien-être social du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, bien qu'il se rattache très étroitement au bien-être comme à la santé.

La loi sur l'aptitude physique nationale (c. 29, 1943) est devenue en vigueur par proclamation le 1er octobre 1943 et en vertu des arrêtés en conseil C.P. 509 du 15 février 1944 et C.P. 1394 du 2 mars 1944. La loi établit un Conseil national de l'aptitude physique (composé d'au moins trois membres et de pas plus de dix membres), dont le directeur national de l'aptitude physique est le président. Les provinces sont représentées au Conseil par leur directeur provincial de l'aptitude physique ou par des délégués des Ministères provinciaux de la Santé ou de l'Instruction publique, ou par des personnes très versées dans le domaine des récréations.

Toute province qui a signé une entente avec le gouvernement fédéral peut recevoir de l'aide financière, ainsi que le prévoit la loi. Dans les limites de la caisse nationale d'aptitude physique, établie dans le fonds du revenu consolidé à cette fin, le gouvernement fédéral s'engage à verser une somme égale à celle qu'une province dépense pour son programme d'éducation physique, de sports et de récréations. Au 31 mars 1946 le montant affecté par le Parlement pour la fin susmentionnée était de \$275,000 et des ententes avaient été signées par l'Île du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie Britannique. Toutefois, toutes les neuf provinces s'intéressent vivement au programme d'aptitude physique. La province garde le droit de diriger son propre programme et le gouvernement fédéral n'a pas à intervenir.

* Préparé sous la direction du major Ian Eisenhardt, directeur national de l'aptitude physique, Ottawa.